



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

21/05/2026

Macron en Afrique ***repositionnement de l'impérialisme français***

Organisé lundi 11 et mardi 12 mai dans la capitale kényane, le sommet *Africa Forward* est le premier tenu par la France dans un pays anglophone. Plus de 30 chefs d'État et de gouvernement africains auraient participé aux côtés de dirigeants de grandes entreprises françaises, dont TotalEnergies et Orange, ainsi que d'Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique.

L'agence Reuters nous apprend que parmi les annonces concrètes, le groupe maritime français CMA-CGM a confirmé un investissement de 700 millions d'euros pour moderniser un terminal du port kényan de Mombasa. Un investissement de 23 milliards, 14 milliards d'euros d'opérateurs publics et d'acteurs privés français et neuf milliards d'investisseurs africains a été annoncé. Les secteurs prioritaires identifiés par l'Élysée sont la transition énergétique (4,3 milliards d'euros), le numérique et l'intelligence artificielle (3,76 milliards), l'"économie bleue" (3,3 milliards) et l'agriculture (1 milliard). La santé bénéficie, quant à elle, de 942 millions d'euros d'engagements (comprendre les groupes pharmaceutiques), l'industrialisation de 300 millions et enfin le secteur bancaire et financier de 250 millions. Un "combat commun" face aux États-Unis et à la Chine déclare Macron : "Je pense que nous avons un combat commun : construire notre autonomie stratégique pour l'Europe et l'Afrique. Et si nous la construisons ensemble, nous serons bien plus forts." L'Afrique avait "besoin d'investissements" et non d'aide publique "l'Europe n'est de toute manière plus en mesure de lui fournir en abondance" rapporte l'AFP. Le président kényan William Ruto participera au prochain sommet du G7, prévu à Évian-les-Bains, à l'invitation de la France. La France tient ce sommet alors que son influence recule dans plusieurs pays, notamment d'Afrique de l'Ouest.

Le partage de l'Afrique se poursuit et tous les pays impérialistes veulent leur part du gâteau dans un contexte de rivalités entre grandes puissances à l'échelle mondiale.

En 2025, la Chine et ses entreprises ont investi 39 milliards de dollars en [Afrique](#) dans le cadre des « nouvelles routes de la soie », dont 21 milliards de dollars au [Nigeria](#) et 3,6 milliards en [Tanzanie](#). Au Kenya, la France a essuyé un revers commercial, récemment le gouvernement de William Ruto a mis fin à un contrat d'élargissement d'autoroute de 1,5 milliard de dollars avec un consortium dirigé par le groupe français Vinci SA pour le confier à des entreprises chinoises. Mais au [Cameroun](#), à [Madagascar](#), au Zimbabwe ou encore en Afrique du Sud, la [Chine](#) n'a pas injecté un seul centime dans de nouveaux projets d'infrastructures cette année. Elle cherche à la fois à réduire le risque financier de ses investissements et à consolider son accès à certaines ressources comme le gaz naturel, le pétrole et les terres rares.

Pour accorder des prêts, Pékin donne donc la priorité aux pays capables d'offrir leurs ressources en garanties financières : le Nigeria a reçu une grosse enveloppe concernant son énorme projet de parc industriel gazier à Ogidigben. Il en est de même pour la Tanzanie, dont les projets d'infrastructure financés par la Chine faciliteront le transport de minerais, notamment des terres rares.

Côté américain, pas d'entorse à la nouvelle doctrine américaine en Afrique, « *Trade, not aid* » (« le commerce, pas les aides »). Une logique assumée: chaque dollar investi doit répondre aux intérêts américains. Un Groupe de travail stratégique sur les infrastructures et les investissements (SIWG) a été créé le 28 janvier 2026, permettant d'identifier des opportunités d'investissement, notamment avec le secteur privé américain. Cette structure cible les corridors de transport et de commerce, les réseaux énergétiques, les infrastructures numériques, les minéraux essentiels et les chaînes d'approvisionnement, l'"harmonisation" de la réglementation et la facilitation des

échanges. Largement motivé par la volonté des États-Unis de s'assurer un approvisionnement à long terme en minéraux essentiels, à l'instar de ce qu'a fait la Chine.

Même argument Macron, Trump, ou Chine : le commerce plutôt que l'aide. La Russie investit aussi l'économie africaine afin d'asseoir son influence au travers des secteurs: les hydrocarbures et les mines. Malgré tout, la Russie reste un nain économique dans cette bataille. Les hydrocarbures à bas coût affluent vers de plus en plus de pays. Moscou a également recours à une « *diplomatie de la céréale* », fournissant du blé à des prix compétitifs et parfois gratuitement, dont l'objectif est de prendre des parts de marché aux Occidentaux et aux Ukrainiens afin d'affirmer son influence. Nous reviendrons sur cette guerre économique où une autre puissance investit : l'Inde avec environ 80 milliards de dollars entre 1996 et 2025. Les entreprises indiennes sont particulièrement présentes dans les secteurs de l'énergie, des mines, des télécommunications, de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et des services.

[© Copyright](#)